

Coronavirus - Covid-19
Nouvelles mesures – point de situation

Le 1^{er} avril 2020

Madame, Monsieur,

Seizième jour du confinement.

Aujourd'hui :

- Actualité législative et réglementaire
- Activité partielle (encore et toujours)
- Actualisation du Q/R du Ministère du travail
- Négociations professionnelles sur les congés payés
- Prévention : fiches conseil
- Plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices
- Prêts garantis par l'Etat : déjà 21.000 entreprises concernées
- Fonds de solidarité : extension

1. Actualité législative et réglementaire

1.1. Cinq nouvelles ordonnances

Cinq nouvelles ordonnances devraient être présentées par la Ministre du Travail en Conseil des ministres ce mercredi :

- ✓ Ordonnance modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (un doublement de la prime serait prévu)
- ✓ Ordonnance portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle traitant de la qualité et de l'enregistrement des certifications et habilitations, adaptation des conditions de rémunérations et de versement des cotisations sociales des stagiaires de la formation professionnelle (ordonnance particulièrement attendue !)
- ✓ Ordonnance portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel (ordonnance également très attendue !)

- ✓ Ordonnance adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle
- ✓ Ordonnance relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales

1.2. Décrets

Les ordonnances déjà parues renvoient à des décrets dont la publication est attendue.

Ainsi l'ordonnance du 27 mars 2020 relative à l'activité partielle renvoie à des décrets pour fixer :

- ✓ le remboursement à l'Unedic des sommes qu'elle verse au titre de l'activité partielle des salariés d'entreprises publiques qui choisissent de s'assurer elles-mêmes contre le risque chômage et des salariés du secteur des IEG ;
- ✓ les modalités d'application de l'indemnisation des travailleurs à domicile et des assistants maternels ;
- ✓ les modalités de conversion en heures des jours ou demi-journées chômés par les salariés en forfait jours afin de les indemniser ;
- ✓ les modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation pour les salariés non soumis aux règles légales et conventionnelles relatives à la durée du travail.

L'ordonnance du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos renvoie à des décrets pour :

- ✓ déterminer quels sont les secteurs d'activités particulièrement nécessaires à la sécurité de la Nation et à la continuité de la vie économique et sociale, qui pourront attribuer le repos hebdomadaire par roulement et déroger à certaines règles en matière de durée du travail et de repos ;
- ✓ dans chaque secteur, fixer les dérogations admises en matière de durée du travail et de repos, ainsi que leur ampleur.

1.3. Arrêtés

Un arrêté devrait prochainement relever le contingent d'heures indemnissables de 1.000 à 1.607 heures par an et par salarié.

2. Activité partielle

2.1. La fraude sera réprimée

Dans un communiqué publié sur son site internet, le Ministère du Travail rappelle qu'il n'est pas possible de continuer à travailler pour l'entreprise pendant une période d'activité partielle.

La mise en activité partielle n'est pas compatible avec le télétravail. Pour le Ministère du Travail, cela constitue une fraude assimilée à du travail illégal.

A retenir donc : pendant une période d'activité partielle on n'adresse pas de mails à un collaborateur, de même qu'on ne l'appelle pas, ni plus généralement qu'on ne lui demande pas de continuer à travailler.

Les sanctions applicables sont particulièrement lourdes :

- ✓ remboursement intégral des sommes perçues au titre du chômage partiel ;
- ✓ interdiction de bénéficier, pendant une durée maximale de 5 ans, d'aides publiques en matière d'emploi ou de formation professionnelle ;
- ✓ 2 ans d'emprisonnement et 30.000 € d'amende.

[Communiqué sanctions activité partielle](#)

2.2. Indemnité d'activité partielle : régime social du complément

Dans la droite ligne de la communication faite par les URSSAF sur leur site internet (cf. [Flash du 31 mars](#)), la Ministre du Travail confirme l'exonération de cotisations sociales pour les entreprises décidant de compléter le montant de l'indemnité légale d'activité partielle.

[Source BFM Business](#)

3. Actualisation du Q/R du Ministère du travail

Comme chaque jour, le Ministère du Travail a actualisé son questions-réponses.

L'on peut relever que la partie consacrée au dialogue social pendant la crise s'est étoffée et préfigure sans doute une partie du contenu de l'ordonnance à venir (cf. ci-dessus) :

- ✓ précisions sur le rôle du comité social et économique ;

- ✓ organisation des réunions de négociation (avec une recommandation de les tenir à distance, en visioconférence ou, à défaut, par audioconférence) ;
- ✓ conditions de signature des accords (signature électronique ou autres procédés) ;
- ✓ organisation de la consultation électronique des salariés (pour signer un accord dans une petite entreprise ou faire valider un accord minoritaire) ;
- ✓ procédure de dépôt d'un accord de branche (NB : Lors du dépôt électronique d'un accord conclu en application des ordonnances du 25 mars 2020, il est conseillé à la branche de préciser dans l'objet de son mail « accord ordonnances Covid-19 » afin que l'accord soit enregistré en priorité. Il convient de préciser également si l'extension de l'accord est demandée)

[Questions-réponses Ministère du Travail](#)

4. Négociations professionnelles sur les CP

Par la voix de son directeur général, M. Hubert Mongon, l'UIMM annonce ouvrir une négociation avec les organisations syndicales de branche sur la question de la prise des congés payés.

Il s'agit de faire application d'une faculté ouverte par l'ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020, permettant d'imposer la prise de congés payés ou une modification unilatérale des dates déjà posées, si un accord d'entreprise ou, à défaut, un accord de branche le prévoit.

Des négociations sont en cours dans d'autres secteurs d'activité (Syntec notamment).

[Source AEF](#)

5. Prévention : fiches conseil

Le Ministère du Travail, avec l'aide d'experts, a rédigé des fiches conseils destinées aux employeurs et aux salariés, pour se protéger des risques de contamination au COVID-19. Après des fiches « chauffeur livreur, « travail en caisse » et « travail en boulangerie », trois nouvelles fiches sont publiées :

- ✓ Fiche « Travail dans un garage »
[Fiche "Travail dans un garage"](#)
- ✓ Fiche « Activité agricole »
[Fiche "Activité agricole"](#)
- ✓ Fiche « Travail dans un commerce de détail »

[Fiche "Travail dans un commerce de détail"](#)

6. Plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices

Le Ministère de l'économie annonce un plan de soutien comprenant quatre mesures :

- ✓ Mesure n°1 : renforcer le dispositif de cautions et préfinancements export
- ✓ Mesure n°2 : élargissement du dispositif Cap France export de réassurance des crédits export de court-terme
- ✓ Mesure n°3 : extension d'un an de la période de prospection couverte par les assurances prospection
- ✓ Mesure n°4 : informer et accompagner les PME et ETI dans le contexte de l'épidémie de Covid-19

Le détail des mesures est précisé sur le site internet du Ministère.

[Plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices](#)

7. Prêts garantis par l'Etat : déjà 21.000 entreprises concernées

Environ 21.000 entreprises ont déjà effectué une demande de prêt garanti par l'Etat pour sauver leur trésorerie, a annoncé mardi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.

Avec un montant moyen de 135.000 euros accordé par entreprise, 3,8 milliards d'euros ont été mobilisés par les banques via ce dispositif.

Pour rappel, l'Etat a annoncé qu'il allait garantir jusqu'à 300 milliards d'euros de prêts bancaires.

[Source BFM Business](#)

8. Fonds de solidarité : extension

A peine publié, le décret sur le fonds de solidarité aux entreprises est déjà obsolète...

En effet, le seuil de perte de chiffre d'affaires donnant droit à une aide de 1.500 euros maximum va passer de 70 % à 50 % dès le mois de mars, a annoncé ce mardi le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Le fonds de solidarité est augmenté de 500 millions d'euros, à 1,7 milliard, pour couvrir son premier mois de fonctionnement.

[Source Les Echos](#)

9. Masques de protection

Le Gouvernement renforce l'information sur les différents types de masques de protection.

En sus des masques FFP2 et des masques chirurgicaux, deux nouvelles catégories de masques non sanitaires sont créées : les masques individuels à usage des professionnels en contact avec le public et les masques de protection à visée collective pour protéger l'ensemble d'un groupe.

Cette information s'accompagne de la publication d'une FAQ.

[Communiqué masques de protection](#)
[FAQ masques de protection](#)

10. L'intégrale (ou presque) des textes relatifs aux mesures sociales liées au COVID-19

NB : nous actualisons en ce moment la liste de nos références. Certains liens peuvent dysfonctionner ou certaines dispositions peuvent avoir été abrogées

Informations officielles sur l'épidémie

- ✓ <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Lois

- ✓ [Loi de finances rectificative](#)
- ✓ [Loi ordinaire d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19](#)
- ✓ [Loi organique d'urgence](#)

Ordonnances

- ✓ [Dossier presse du gouvernement](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation](#)

FIDERE

AVOCATS

- ✓ [Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-310 du 25 mars 2020 portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-311 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-328 du 25 mars 2020 portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour](#)
- ✓ [Circulaire de présentation des dispositions du titre I de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période](#)
- ✓ [Circulaire de présentation de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété.](#)

Organisation du travail - précisions administratives

- ✓ [Questions Réponses pour les salariés et les entreprises sur le Covid-19 actualisé quotidiennement](#)
- ✓ [Communication du Ministère du travail : les obligations des employeurs](#)
- ✓ [Communiqué du Ministère du travail précisant les modalités d'organisation du travail à adopter](#)
- ✓ [Instruction DGT du 17 mars 2020- licenciement salariés protégés](#)
- ✓ [Services de santé au travail](#)
- ✓ [Anact : coronavirus quels enjeux de conditions de travail](#)

FIDERE

AVOCATS

- ✓ [INRS : COVID-19 et entreprises – foire aux questions](#)
- ✓ [Fiche conseils chauffeur livreur](#)
- ✓ [Fiche conseils travail en caisse](#)
- ✓ [Fiche conseils travail en boulangerie](#)
- ✓ [Fiche "Travail dans un garage"](#)
- ✓ [Fiche "Activité agricole"](#)
- ✓ [Fiche "Travail dans un commerce de détail"](#)

Economie / URSSAF / Impôt

- ✓ [Communiqué du ministère de l'économie sur les mesures d'aide aux entreprises en matière de cotisations sociales et d'impôt](#)
- ✓ [FAQ MINEFI](#)
- ✓ [Communiqué URSSAF absence de prélèvement de l'échéance mensuelle du 20 mars](#)
- ✓ [Communiqué Acoff du 23 mars](#)
- ✓ [Les mesures de soutien aux entreprises](#)
- ✓ [Plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices](#)
- ✓ [Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)
- ✓ [Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19](#)

Formation - précisions administratives

- ✓ [Communiqué du Ministère du travail du 15 mars 2020](#)
- ✓ [Questions Réponses apprentissage](#)
- ✓ [Questions Réponse formation professionnelle](#)
- ✓ [Questions Réponses CPF](#)

Déplacements et fermeture des établissements recevant du public :

- ✓ [Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)
- ✓ [Attestation et justificatif de déplacements professionnels](#)
- ✓ [FAQ du ministère de l'intérieur](#)
- ✓ [Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population](#)

FIDERE

AVOCATS

Activité partielle

- ✓ [Code du travail : articles L5122-1 à L5122-5](#)
- ✓ [Code du travail : articles R5122-1 à R5122-26](#)
- ✓ [Code du travail : articles L.3232-1 et suivants](#)
- ✓ [Circulaire DGEFP n°2013-12 du 12 juillet 2013 relative à la mise en œuvre de l'activité partielle et documentation technique](#)
- ✓ [Arrêté du 26 août 2013 fixant les contingents annuels d'heures indemnisables](#)
- ✓ [Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle](#)
- ✓ [Version consolidée du décret](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)
- ✓ [Q/R du Ministère du travail activité partielle du 29 mars](#)
- ✓ [Communiqué du Ministère du travail du 16 mars 2020](#)
- ✓ <https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/accompagnement-des-mutations-economiques/activite-partielle>
- ✓ [Notice DGEFP](#)
- ✓ [Communiqué sanctions activité partielle](#)

Arrêt maladie pour garde d'enfant

- ✓ [Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)
- ✓ [Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020 relatif au délai de carence applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière pour les personnes exposées au coronavirus](#)
- ✓ [Arrêt maladie pour salariés sans possibilité de télétravail présentant un risque élevé](#)
- ✓ [Arrêt personne à risque élevé Ameli.fr](#)

Employeurs inclusifs

- ✓ [Questions-réponses employeurs inclusifs](#)
- ✓ [Mesures ESS](#)

Chômage

- ✓ [Pôle emploi face à la crise sanitaire COVID-19 - Réponses aux questions des demandeurs d'emploi et des entreprises](#)
- ✓ [Décret n° 2020-361 du 27 mars 2020 portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage](#)

Travailleurs étrangers

FIDERE

AVOCATS

- ✓ [Communiqué du Ministère de l'Intérieur](#)
- ✓ [Communiqué du Ministère du Travail sur la situation des travailleurs frontaliers](#)
- ✓ [Certificat Belgique](#)

Justice

- ✓ [Circulaire du 14 mars 2020 relative à l'adaptation de l'activité pénale et civile des juridictions aux mesures de prévention et de lutte contre la pandémie covid-19](#)

Engagement contre le Covid-19

- ✓ <https://covid19.reserve-civique.gouv.fr/>
<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiques-de-presse/article/precisions-des-modalites-selon-lesquelles-les-francais-peuvent-choisir-d-aller>
- ✓ <https://www.avocat.fr/actualites/operation-covid-19-avocats-solidaires>

A vérifier, à rechercher par l'entreprise :

- ✓ Accords collectifs applicables à l'entreprise (temps de travail, activité partielle, chômage partiel)
- ✓ Est-ce que l'entreprise a eu recours à l'activité partielle dans les 36 derniers mois (dans l'affirmative, l'employeur doit prendre des engagements dans sa nouvelle demande d'autorisation) ?
- ✓ Accord dialogue social (pour les délais de consultation des CSE).

Nous vous transmettrons dans les meilleurs délais les nouveaux textes dès qu'ils nous seront connus.

Bon courage à tous. Prenez soin de vous et de vos proches.

L'équipe Fidere Avocats